

## ELLE CONSTITUE LA RÉOLUTION PHARE DE SON ORGANISATION FÉMININE

## Le RCD réitère la nécessité d'abroger le code de la famille

**Le RCD réitère un des points qui font son identité politique et idéologique, l'abrogation du code de la famille, seule manière, selon lui, de «mettre un terme aux problèmes que rencontrent les femmes dans la société en général et la violence et les harcèlements qu'elles subissent dans le milieu familial, à l'entreprise et dans la vie publique que la codification de l'inégalité homme-femme a générés.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** C'est là la résolution phare des assises nationales des femmes militantes du parti organisées vendredi à Alger. Un conclave abrité par l'hôtel Sidi-Fredj, à l'ouest d'Alger, qui a vu près de 600 femmes et notamment des jeunes filles adhérentes du RCD venues de plusieurs wilayas du pays y prendre part pour déboucher à la création d'une aile féminine à l'image de celle dédiée aux jeunes militants créée il y a une année de cela.

Les femmes démocrates du RCD, c'est la dénomination de cette organisation, ont tenu à remettre au goût du jour une revendication chère au parti, l'abrogation du code de la famille. Un mot d'ordre qui a sanc-

tionné toute une journée de débats et de discussions avec, notamment, nombre d'interventions d'avocatesses qui ont relevé que la «marginalisation sexiste que subit plus de la moitié de la population est à la fois une injustice mais aussi un frein au développement et au progrès».

Pour les militantes du RCD, le pouvoir politique «n'a pas la volonté réelle de consacrer le principe de l'égalité pour faire de la femme une citoyenne à part entière», relevant, dans ce sillage, que «les réformes engagées sous la pression de la mobilisation de la société et les pressions internationales d'ONG des droits de l'Homme demeurent inefficaces». Car, le changement décisif passe, selon elles, par «l'abrogation

pure et simple du code de la famille voté par l'Assemblée du parti unique en 1984 et qui la maintient dans une infériorité juridique». Une disposition qui oblige la femme à la présence d'un tuteur pour la conclusion d'un acte de mariage, à subir la répudiation de l'époux, à recourir à la Kholâ pour racheter sa liberté, à subir la polygamie, à quitter le domicile conjugal lors d'un divorce en particulier en l'absence d'enfants, à renoncer au droit de garde des enfants en cas de remariage, à subir une inégalité dans l'héritage et à renoncer à la paternité en dehors du mariage.

Estimant que les velléités du système politique actuel pour lutter contre le phénomène de la violence contre les femmes ne sont qu'un leurre en l'absence de promotion économique et sociale pour leur permettre d'exercer leurs droits les plus élémentaires, les femmes démocrates du RCD relèvent que les mécanismes appropriés pour rétablir la femme dans la citoyenneté réelle passent par, entre autres, l'abroga-



Mohcine Belabbas, SG du RCD.

Photo : Samir Sid

tion du code de la famille et l'établissement des lois civiles pour tout, la mise en œuvre effective des principes des droits de l'Homme dans la vie de tous les jours en conformité avec les traités internationaux ratifiés par l'Algérie, la consécration dans les faits du principe de l'égalité en termes de représentation politique et le droit d'accès des femmes

aux postes de travail dans les entreprises et les administrations publiques, la réforme du système éducatif pour se conformer aux principes de liberté, de démocratie et le respect des autres, la multiplication de la sensibilisation par des activités de proximité, notamment dans les zones rurales.

M. K.

## AMAR GHOU L'A ANNONCÉ HIER :

## «Le nouveau modèle économique bientôt en Conseil des ministres»

**«Le nouveau modèle économique verra bientôt le jour. Il constitue une réponse à tous ceux qui affirment que le gouvernement ne travaille pas.» L'annonce est de Amar Ghoul, le président du parti TAJ et ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat. Ghoul s'exprimait lors d'une conférence de presse qu'il animait, hier, au Centre des artistes, à Zeralda, à l'issue de «l'université de la femme» organisée par son parti.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** «Après son adoption par le gouvernement, ce projet sera soumis aux partenaires économiques et sociaux (certamment l'UGTA et le FCE, Ndlr) avant d'être soumis à l'examen et à l'adoption du Conseil des ministres», ajoutera l'orateur.

Pour rappel, ce «nouveau modèle économique» avait été annoncé par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, il y a des semaines, sans pour autant en dévoiler le moindre détail. S'agit-il d'un plan qui viendra en substitution au plan de travail du gouvernement et, auquel cas, sera-t-il soumis à l'approbation du Parlement ? Quelles en sont les grandes lignes ? A toutes ces questions, Amar Ghoul préfère ne pas répondre, «par respect au Premier ministre auquel il appartient de l'annoncer», justifiera-t-il. Cependant, il précisera qu'en fine, «c'est le Conseil des ministres qui décidera de tout». C'est-à-dire que la décision finale appartient à Abdelaziz Bouteflika.

A l'occasion, d'ailleurs, le président de TAJ tenait à réaffirmer les positions de son parti sur les grandes questions nationales. «Au TAJ, nous nous sommes engagés dès le début à soutenir le programme de monsieur le président de la République et nous continuerons à le faire jusqu'au bout. Nous tenons également à réaffirmer notre soutien et notre engagement envers le programme du gouvernement de Abdelmalek Sellal. Avec le FLN et le RND, que nous considérons comme des partenaires et des alliés stratégiques, TAJ est un parti du gouvernement et nous assumons cette position pleinement. En toutes circonstances.»

Mieux, Ghoul se dit même prêt à servir d'intermédiaire entre «le pouvoir et l'opposition, que nous considérons comme un partenaire et non pas comme un ennemi, qu'entre les partis au pouvoir». Ici, l'allusion est claire à la guerre sans merci que se mènent les deux frères ennemis, le FLN et le RND. Avec toujours ce souci permanent de ne jamais s'écarter de cette position médiane qu'il a choisie pour son parti depuis sa création, en 2012, Ghoul tente de contenter à peu près tout le monde : «Nous sommes prêts à travailler et à collaborer avec tous les partis, y compris ceux de l'opposition. TAJ a toujours tendu sa main à tous les partis pour peu qu'ils soient agréés.» C'est d'ailleurs avec cette même approche qu'il commentera l'affaire de notre confrère *El Khabar* : «Depuis sa création, TAJ ne s'est jamais permis de blesser quiconque. De même qu'il s'est tou-

jours interdit de s'immiscer dans les affaires qui sont entre les mains de la justice. Nous sommes pour la liberté de la presse, mais, en l'espèce, il s'agit d'une affaire commerciale. Et puisque l'affaire est au niveau de la justice, il faut laisser cette dernière travailler sereinement. Ni le journaliste, ni une manifestation de rue et encore moins un parti politique ne peuvent se substituer à la justice. Nul n'a le droit de faire pression sur la justice. C'est cela un Etat de droit. N'est-ce pas que nous appelons tous, sans exception, pouvoir comme opposition, à la séparation des pouvoirs ?» A l'évidence, Ghoul a tenu, ici, à choisir ses mots pour exprimer une position quasi analogue à celle de son collègue ministre de la Communication, sans pour autant offusquer nos confrères d'*El Khabar* et le groupe Cevital. Sur un autre plan, strictement partisan celui-là,

en l'occurrence l'université de la femme du parti TAJ, Ghoul la qualifie d'une «première historique en la matière, en Algérie». Il s'explique : «Nous avons mis sur 2 000 participantes, et nous nous sommes retrouvés avec exactement 3 180 femmes, venues de tous les coins du pays et de l'émigration.» L'objectif, le président de TAJ ne le cache pas : «Il faut que la femme prenne part et de manière forte aux prochaines échéances électorales. La femme doit s'imposer et ne plus se contenter des quotas ou d'un éventuel geste de tendresse. Elle doit s'affirmer et arracher sa place.»

Un discours, sur une question aussi sensible, la femme, qui marque définitivement la rupture idéologique et doctrinale de Ghoul avec son ancien parti, le MSP...

K. A.

## FILALI GHOUINI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT ISLAH :

## «Il y a panique au sein du pouvoir»

**Le mouvement Islah parle de «panique» au sein du pouvoir et de ses relais et que «ses cartes sont tombées à l'eau», en voulant pour preuve les derniers événements qui les traduisent amplement.**

Intervenant, hier samedi, à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire du conseil consultatif national du mouvement, le secrétaire général d'El Islah a estimé que le pouvoir ne peut plus, comme il le faisait du temps de l'aisance financière, acheter la paix sociale, acquiescer de nouvelles clientèles parmi la classe politique, les médias, les hommes d'affaires, les syndicats, et les activistes dans les divers créneaux.

Pour Filali Ghouini, la dernière réforme constitutionnelle «n'est qu'une diversion pour détourner l'attention des Algériens de l'échec du pouvoir dans la redynamisation de l'économie nationale et la création d'un développement juste et équitable et des

véritables problèmes dans lesquels ils pataugent».

Et au secrétaire général du mouvement Islah de dénoncer la toute dernière étape franchie par le pouvoir, en s'emparant des prérogatives de l'institution judiciaire et distribuant des «indulgences» à des gens qui font pourtant l'objet de mandat d'arrêt international. Ce qu'il considère être comme un piétinement de la justice et de la loi et du peuple au nom duquel, malheureusement, tous les jugements sont prononcés.

Et d'avertir ces mêmes cercles de l'allégeance de «s'en prendre à ce qui reste de cette institution judiciaire et s'imposer à sa place en déclarant des jugements purement politiques, innocentant qui



Filali Ghouini, SG d'El Islah.

Photo : NewPress

elle veut parmi ceux qui sont poursuivis en justice et prononçant des «indulgences politiques».

A propos des dernières sorties de politiques et de diplomates

français, Ghouini y voit une ingérence dans les affaires internes de l'Algérie qu'il dénonce vigoureusement, qualifiant ces déclarations d'agression politique et diplomatique et une ingérence caractérisée visant à semer la division au sein du peuple algérien. Ce qui constitue, poursuivra-t-il, un coup aux us diplomatiques régissant les relations entre les Etats.

Le secrétaire général du mouvement Islah dénoncera, également, la froideur politique et diplomatique ayant caractérisé la réaction du pouvoir à ces agressions récurrentes des années durant, s'interrogeant sur la pertinence de l'accord d'amitié paraphé avec la France sans consensus national politique et populaire. Un accord que Ghouini estime nul politiquement et au niveau populaire, exigeant son «gel».

M. K.